Institut de la statistique du Québec

données sociodémographiques en bref

Février 2009
Volume 13 - Numéro 2

CONDITIONS DE VIE

La pression liée au manque de temps au Québec, 1992-2005

par Denis Laroche

Les enquêtes sur l'emploi du temps ne se limitent pas à recueillir des données sur les activités auxquelles les répondants se consacrent au cours d'une journée de 24 heures. Depuis 1992, le questionnaire de l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada comporte des questions quant au sentiment d'être pressé par le temps et une section sur les perceptions des répondants quant à l'intensité du manque de temps qu'ils éprouvent. Cet article brosse un portrait sommaire de l'évolution des perceptions des Québécois de 15 ans et plus sur la pression du temps.

La majorité des Québécois pressés par le temps au moins une fois par semaine

Les Québécois se sont dits moins constamment pressés par le temps en 2005 qu'en 1992 ou qu'en 1998, comme le montre le tableau ci-dessous. Chez les hommes de 15 ans et plus, 27,7 % ont dit se sentir pressés par le temps à tous les jours en 2005, comparativement à 41,1 % en 1992 et 37,7 % en 1998, soit une baisse de 13,4 points de pourcentage entre 1992 et 2005. De même, 30,4 % des femmes se disent pressées par le temps à tous les jours en 2005, alors que la proportion s'élevait à 41,1 % en 1992 et à 37,2 % en 1998, soit une baisse de 10,7 points de pourcentage entre 1992 et 2005.

Les résultats présentés dans le premier tableau indiquent également qu'une plus grande proportion d'hommes et de femmes déclarent être pressés par le temps « quelques fois par semaine » ou « environ une fois par semaine ». Ainsi, tandis que 15,3 % des hommes ont confirmé se sentir pressés « quelques fois par semaine » en 1992, cette proportion s'élève à 26,1 % en 2005; chez les femmes, les proportions correspondantes se situent respectivement à 17,2 % et 28,5 %. En outre, 10,1 % des hommes et des femmes ont confié être pressés par le temps « environ une fois par semaine » en 1992, comparativement à 15,2 % et 13,9 % respectivement en 2005.

Somme toute, deux tiers des hommes et des femmes se disent pressés par le temps au moins une fois par semaine en 1992 et environ les trois quarts ont dit l'être en 1998. En 2005, 69,0 % des hommes et 72,8 % des femmes ont rapporté être pressés par le temps une fois ou plus par semaine.

Perception du temps chez les 15 ans et plus, selon le sexe, Québec, 1992, 1998 et 2005

	Hommes			Femmes		
	1992[1]	1998	2005	1992[1]	1998	2005
	%					
Vous sentez-vous pressé(e) par le temps?	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
À tous les jours	41,1	37,7	27,7	41,1	37,2	30,4
Quelques fois par semaine	15,3	21,5	26,1	17,2	24,1	28,5
Environ une fois par semaine	10,1	15,0	15,2	10,1	13,8	13,9
Environ une fois par mois	4,6	7,8	5,4	4,8	5,9	5,8
Moins d'une fois par mois	7,4	6,8	7,0	6,4	8,5	6,5
Jamais/non déclaré	21,5	11,2	18,6	20,3	10,5	14,9
Vous sentez-vous plus pressé(e) qu'il y a cinq ans?	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Plus pressé(e)	43,7	52,5	44,3	51,0	50,8	43,8
À peu près autant	26,5	22,7	27,5	22,6	20,9	25,4
Moins pressé(e)	24,7	24,7	27,5	26,3	27,9	30,5
Non déclaré	0,1	0,1	0,7	0,1	0,4	0,4

1. Les résultats portent sur l'ensemble des répondants de l'ESG de 1992.
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Et près de la moitié disent être plus pressés qu'il y a cinq ans

La proportion des hommes et des femmes qui rapportent être « plus pressés » qu'il y a cinq ans est la plus basse enregistrée depuis 1992. En 2005, 44,3 % des hommes et 43,8 % des femmes disent être plus pressés qu'il y a cinq ans, comparativement à 52,5 % et 50,8 % respectivement en 1998, et à 48,7 % et 51,0 % en 1992. En revanche, la proportion de ceux et celles qui se disent « à peu près autant pressés » qu'il y a cinq ans atteint son niveau le plus élevé en 2005, avec 27,5 % des hommes et 25,4 % des femmes.

Près d'une personne sur cinq exposée à un niveau élevé de stress lié à la pression du temps

Le second tableau montre que la majorité des hommes et des femmes ont souscrit à trois énoncés ou moins sur le stress lié à la pression du temps. C'est le cas de 58,2 % des hommes et de 53,1 % des femmes en 2005. En 1998 et en 1992, cette proportion était plutôt voisine de 50 % chez les hommes, alors qu'elle avait reculé de 52,3 % en 1992 à 42,4 % en 1998 chez les femmes, avant de revenir en 2005 à un niveau comparable à celui de 1992.

Environ 30 % des hommes et des femmes se situent dans le groupe intermédiaire comptant 4 à 6 réponses positives aux énoncés sur la pression du temps. La

Table des matières

La pression liée au manque de temps au Québec, 1992-2005 1
Évolution du revenu des unités familiales selon la source de 1980 à 2006 4
Québec et Ontario : des écarts variables dans les domaines sociaux 6
Le point sur la migration interrégionale au Québec, 2007-2008 7

Québec

Une échelle de mesure du stress lié à la pression du temps

Pour mieux établir à quel point les hommes et les femmes manquent de temps, Statistique Canada a soumis les répondants de l'ESG à un ensemble de dix énoncés ayant trait à divers aspects du manque de temps ou du stress associé à la pression du temps, dont on retrouve la liste ci-dessous selon le libellé employé dans le questionnaire de l'ESG de 2005.

Le coefficient alpha de Cronbach établit dans quelle mesure les réponses faites à ces dix énoncés du questionnaire de l'ESG sont fortement corrélées entre elles. Une valeur de 0,7 de ce coefficient constitue le seuil le plus souvent accepté en sciences sociales à partir duquel on considère qu'un ensemble d'énoncés forme une échelle cohérente pour mesurer un concept abstrait comme, en l'occurrence, le manque de temps ou le stress associé au manque de temps. Dans le cas des dix énoncés ayant trait au manque de temps, le coefficient prend chez les hommes une valeur de 0,71 en 2005, comparativement à 0,72 en 1998 et à 0,68 en 1992. Chez les femmes, ces valeurs sont respectivement de 0,77, de 0,76 et de 0,72. Ces résultats indiquent que cet ensemble de dix énoncés forme une échelle cohérente de mesure du stress lié à la pression du temps.

Les répondants de l'ESG ont été répartis en trois groupes. Le premier groupe rassemble ceux qui ont répondu à trois énoncés ou moins ayant trait à la pression du temps. On peut considérer que ce groupe est peu affecté par la pression du temps. Le deuxième groupe inclut les répondants qui comptent quatre, cinq ou six réponses positives à cet ensemble de dix énoncés. Pour ce groupe, la gestion du temps constitue sans doute un défi en plusieurs occasions, sans que cette préoccupation touche tous les aspects de leur existence. Le troisième groupe est constitué des personnes qui ont souscrit à 7 énoncés ou plus sur 10. On peut penser que, dans ce dernier groupe, ces personnes sont aux prises avec des exigences difficiles à concilier au plan de la gestion du temps, susceptibles de se traduire par un niveau de stress élevé lié à leur emploi du temps.

Libellé des dix énoncés de l'échelle sur la pression du temps, *Enquête sociale générale* 1992, 1998 et 2005

1. Planifiez-vous de ralentir votre rythme de vie au cours de la prochaine année?
2. Vous considérez-vous comme un bourreau de travail?
3. Lorsque vous avez besoin de plus de temps, êtes-vous porté(e) à réduire vos heures de sommeil?
4. À la fin de la journée, avez-vous souvent l'impression que vous n'avez pas accompli ce que vous vouliez accomplir?
5. Vous inquiétez-vous du fait que vous ne consacrez pas assez de temps à votre famille ou à vos amis?
6. Êtes-vous constamment tendu(e) parce que vous voulez en accomplir plus que vous pouvez en faire?
7. Vous sentez vous pris(e) dans une routine quotidienne?
8. Sentez-vous que vous n'avez plus le temps de vous amuser?
9. Vous sentez-vous souvent tendu(e) quand vous manquez de temps?
10. Aimeriez-vous passer plus de temps seul(e)?

Source : Statistique Canada, Cycle 19, Emploi du temps (2005), *Guide de l'utilisateur du fichier de microdonnées à grande diffusion*, Annexe B, Questionnaire de l'enquête principale, questions TCS-Q110-TCS_Q200, p. 119-121.

Distribution des énoncés sur la pression du temps chez les 15 ans et plus selon le sexe, Québec, 1992, 1998 et 2005

Pression du temps	Hommes			Femmes		
	1992[1]	1998	2005	1992[1]	1998	2005
	%					
A souscrit à 0-3 énoncés	52,6	49,3	58,2	52,3	42,4	53,1
A souscrit à 4-6 énoncés	32,3	28,4	28,4	30,7	31,7	29,4
A souscrit à 7-10 énoncés	14,1	18,8	12,8	16,2	22,4	17,4
Non déclaré	1,0	3,5	0,6	0,8	3,5	0,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

1. Les résultats portent sur l'ensemble des répondants de l'ESG de 1992.

Source : Statistique Canada, *Enquête sociale générale*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

proportion des hommes moyennement affectés par la pression du temps est passée de 32,3 % en 1992 à 28,4 % en 1998 et en 2005; chez les femmes, cette proportion a reculé d'un sommet de 31,7 % en 1998 à 29,4 % en 2005.

Enfin, la proportion des hommes qui ont souscrit à sept énoncés ou plus, indiquant un niveau élevé de stress lié à l'emploi du temps, a reculé à 12,8 % en 2005 après avoir atteint un sommet de 18,8 % en 1998. La proportion des femmes qui ont répondu par l'affirmative à sept énoncés ou plus sur la pression du temps s'est élevée de 16,2 % en 1992 pour atteindre un sommet de 22,4 % en 1998, avant de redescendre à 17,4 % en 2005. L'évolution est donc parallèle chez les hommes et les femmes, mais avec des valeurs plus élevées chez celles-ci. En somme, près d'une femme sur cinq ou sur six semble être aux prises avec un niveau important de stress lié à la pression du temps, tandis que ce problème toucherait en général un homme sur six ou sur sept.

La pression du temps et le temps productif dans divers types de ménages

Le dernier tableau présente le temps moyen consacré au temps productif[1] par les hommes et les femmes en 1992, 1998 et 2005 dans divers types de ménages, ainsi que le nombre moyen d'énoncés sur la pression du temps auxquels les répondants ont souscrit.

Dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus, les hommes et les femmes consacrent quotidiennement une durée comparable aux activités productives. Par contre, le nombre moyen d'énoncés sur la pression du temps auxquels les répondants à l'ESG ont souscrit a tendance à être légèrement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, particulièrement en 1998, où les femmes souscrivent en moyenne à 0,4 énoncé de plus que les hommes, alors que le temps productif des hommes et des femmes est égal.

Chez les femmes seules, le temps productif et le nombre moyen d'énoncés sur la pression du temps sont moins élevés que chez les hommes seuls; ce constat peut s'expliquer par la plus forte proportion des 65 ans et plus chez les femmes

1. Le temps productif est obtenu en faisant la somme du temps consacré aux activités professionnelles et du temps alloué aux activités domestiques (Laroche, 2008, 1).

seules. Les hommes et les femmes avec un conjoint seulement ont un temps productif à peu près comparable, mais les femmes en disent un peu plus affectées que les hommes par la pression du temps en 1998 et en 2005.

Le fait d'avoir des enfants ajoute considérablement au temps productif des hommes et des femmes. En particulier, si l'on prend comme référence les hommes et les femmes vivant dans un ménage où seul un conjoint est présent, la présence d'un enfant de moins de cinq ans dans le ménage se traduit par une hausse d'environ 200 minutes par jour du temps productif des femmes, et par une augmentation de celui des hommes allant de 140 minutes environ en 1992, jusqu'à près de 240 minutes en 2005. En ce qui a trait à la pression du temps, la présence d'au moins un enfant de moins de 5 ans se traduit, si l'on prend comme référence les femmes vivant dans un ménage où seul un conjoint est présent, par une réponse positive à 1,2 énoncé additionnel en moyenne sur la pression du temps en 1992, et à 2,2 énoncés supplémentaires en 2005 chez les femmes. Chez les hommes, la présence d'au moins un enfant de moins de cinq ans dans le ménage ajoute en moyenne l'équivalent de 1,8 énoncé sur la pression du temps en 1992 et en 2005.

Outre la présence d'un conjoint et celle d'enfants dans le ménage, les modalités d'emploi des conjoints semblent exercer un effet notable sur le stress lié à la pression du temps. Dans les ménages où les deux conjoints occupent un emploi à temps plein, le temps productif des hommes s'élevait à 540 minutes par jour en 1992 et à 575 et 576 minutes par jour en 1998 et en 2005 respectivement; chez les femmes, les valeurs correspondantes étaient de 559, 593 et 586 minutes par jour. Dans ces ménages à double emploi à temps plein, le nombre moyen d'énoncés sur la pression du temps se situe à 5,0 chez les femmes en 1992 et 2005, avec une hausse ponctuelle à 5,5 en 1998. Chez les hommes, le nombre moyen d'énoncés sur la pression du temps atteint un sommet de 4,8 en 1998, pour redescendre à 4,0 en 2005.

Dans les ménages où la conjointe est au foyer et où le conjoint occupe un emploi, le temps productif des hommes est passé de 556 minutes par jour en 1992 à 527 en 1998 et 553 en 2005; en ce qui concerne la conjointe au foyer, les valeurs correspondantes sont de 408, 457 et 432 minutes par jour. Le stress lié à l'emploi du temps est moindre chez les femmes au foyer que chez leur conjoint en emploi; en 1992, elles ont souscrit à 3,3 énoncés sur la pression du temps et à 4,0 et 3,4 respectivement en 1998 et 2005. Chez les conjoints en emploi, les valeurs correspondantes sont respectivement de 3,8, 4,2 et 4,0 respectivement.

Ce sont les hommes et les femmes vivant dans des ménages à double emploi et avec des enfants de moins de 5 ans qui consacrent le plus de temps aux activités productives. Dans ce type de ménage, le temps productif des hommes est passé de 571 minutes par jour en 1992 à 605 en 1998 et 652 en 2005; chez les femmes, les valeurs correspondantes sont de 608, 647 et 645 minutes par jour. C'est le type de ménage où les femmes souscrivent en moyenne au plus grand nombre d'énoncés sur la pression du temps, soit 5,2 en 1992, 6,5 en 1998 et 5,9 en 2005. Chez les hommes, les valeurs correspondantes sont de 4,2, 4,8 et 4,1 respectivement; soit un résultat très similaire à celui affiché par les hommes vivant dans des ménages à double emploi à temps plein, de même que par les hommes dans l'ensemble des ménages avec conjointe et comptant des enfants de moins de 25 ans.

Conclusion

Les résultats de l'ESG de 1992, 1998 et 2005 ne laissent pas voir d'augmentation dans la pression du temps ressentie par les hommes et les femmes. Le stress lié à l'emploi du temps augmente avec les obligations auxquelles sont astreints les individus, notamment la présence d'un conjoint, de jeunes enfants et d'un emploi (Mattingly et Sayer, 2006 : 216-217).

Références

Lapierre, Denis (2008). « Emploi du temps des hommes et des femmes vivant avec un conjoint au Québec, 1986-2005 », *Données sociodémographiques en bref*, octobre, vol. 13, n° 1, p. 1-3. [En ligne]. www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2008/Bref_Oct08.pdf

Mattingly, Marybeth J. et Liana C. Sayer (2006). « Under Pressure: Gender Differences in the Relationship Between Free Time and Feeling Rushed », *Journal of Marriage and the Family*, février, vol. 68, n° 1, p. 205-221.

Temps productif moyen[1] et variété moyenne des énoncés sur la pression du temps, selon divers types de ménages, selon le sexe, Québec, 1992, 1998 et 2005

Type de ménage	1992[2]		1998		2005	
	Temps productif	Pression du temps	Temps productif	Pression du temps	Temps productif	Pression du temps
	minutes	n	minutes	n	minutes	n
Hommes						
Population 15 ans et plus	**423**	**3,5**	**432**	**3,8**	**452**	**3,3**
Hommes seuls	385	3,0	398	3,6	374	3,1
Avec conjointe seulement	378	3,2	375	3,2	387	2,7
Avec conj. et enf. < 25 ans	510	4,2	536	4,7	583	4,1
Avec conj. et enf. < 5 ans	524	4,0	582	4,8	625	4,5
Avec conj. et enf. de 5 à 18 ans	509	4,4	543	5,0	578	4,2
Ménage double emploi à temps plein	540	4,2	575	4,8	576	4,0
Homme en emploi avec conjointe au foyer	556	3,8	527	4,2	553	4,0
Ménage double emploi et enf. < 5 ans	571	4,2	605	4,8	652	4,1
Monoparental en emploi et enf. < 25 ans	571	3,4	596	5,1	544	4,2
Femmes						
Population 15 ans et plus	**416**	**3,6**	**432**	**4,2**	**442**	**3,6**
Femmes seules	296	2,8	306	2,6	314	2,5
Avec conjoint seulement	354	3,1	387	3,7	388	3,0
Avec conj. et enf. < 25 ans	495	4,3	545	5,1	551	4,8
Avec conj. et enf. < 5 ans	545	4,3	578	5,7	602	5,2
Avec conj. et enf. de 5 à 18 ans	473	4,1	542	5,0	548	4,8
Ménage double emploi à temps plein	559	5,0	593	5,5	586	5,0
Femme au foyer avec conjoint en emploi	408	3,3	457	4,0	432	3,4
Ménage double emploi et enf. < 5 ans	608	5,2	647	6,5	645	5,9
Monoparentale en emploi et enf. < 25 ans	574	4,4	516	4,9	602	4,9

1. Journée moyenne représentative des 7 jours de la semaine.
2. Les résultats portent sur les répondants de l'ESG de 1992 qui ont rempli un budget-temps.

Source : Statistique Canada, *Enquête sociale générale*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Évolution du revenu des unités familiales selon la source de 1980 à 2006

par Sylvie Jean

Au Québec, le revenu total des unités familiales[1] a augmenté de 5,5 % entre 1980 et 2006, passant de 53 254 $ à 56 200 $ en dollars constants, mais les revenus des diverses sources ne se sont pas tous appréciés de la même façon.

Les sources de revenus sont réparties en deux catégories : les revenus privés et les revenus de transfert. Les **revenus privés** regroupent les gains d'emploi (provenant d'un travail salarié ou autonome), les revenus de placement, les revenus de retraite (provenant des régimes privés de retraite) et les autres revenus de source privée, notamment les pensions alimentaires, les allocations de retraite (indemnités de départ/cessation d'emploi), les bourses d'études, les paiements forfaitaires d'un régime de pension ou de participation différée aux bénéfices reçus au moment du retrait du régime, la part imposable des prestations de décès autres que celles du Régime de pensions du Canada (RPC) ou du Régime de rentes du Québec (RRQ). Les revenus privés correspondent au revenu total moins les transferts gouvernementaux. Les **transferts gouvernementaux** comprennent tous les transferts directs faits aux particuliers et aux familles par les administrations fédérale, provinciales et municipales. On trouve, dans cette catégorie, les prestations fiscales pour enfants, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, les prestations du RPC et du RRQ, les prestations d'assurance-emploi et d'assistance sociale, les indemnités pour accidents du travail, les crédits pour taxe sur les produits et services, les crédits d'impôt provinciaux et les autres transferts gouvernementaux.

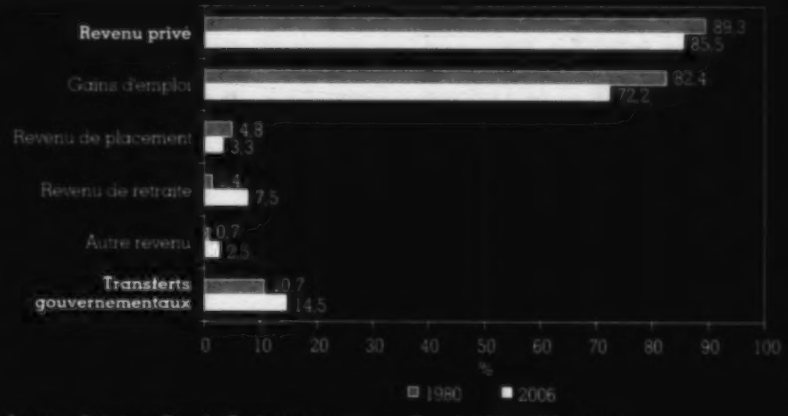
Les revenus provenant des transferts gouvernementaux ont contribué à plus de 80 % à la hausse du revenu total. Ils ont atteint 8 143 $ en 2006, comparativement à 5 693 $ en 1980, soit 2 450 $ de plus sur une augmentation du revenu total de 2 946 $ (83,2 %). Les revenus privés sont passés de 47 561 $ à 48 057 $, ne contribuant ainsi qu'à 16,8 % (496 $ sur 2 946 $) de la hausse totale des revenus des unités familiales.

Des revenus de retraite multipliés par plus de cinq

Si on divise le revenu privé selon ses différentes sources, on constate que les gains d'emploi et les revenus de placement moyens ont diminué entre 1980 et 2006 (- 7,5 % et - 27,1 % respectivement), tandis que les revenus de retraite ont été multipliés par 5,5 et les autres revenus par près de quatre. Par ailleurs, l'augmentation des revenus de transfert a été de 43,0 %.

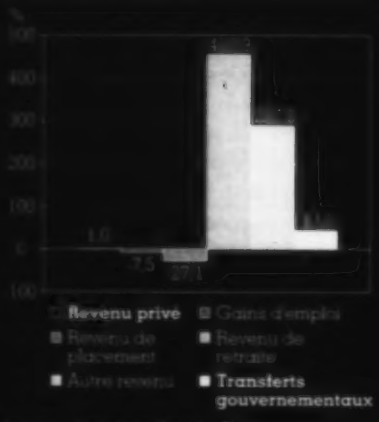
Ainsi, la part relative des différentes sources de revenus dans la composition du revenu total s'est modifiée. Les gains d'emploi ne représentent plus que 72,2 % du revenu total en 2006, une perte de 10,2 points de pourcentage par rapport à 1980 compensée entres autres par les revenus de retraite qui augmentent leur part de 6,1 points et les transferts gouvernementaux dont la part passe de 10,7 % à 14,5 %. Ainsi, les revenus privés, qui en 1980 représentaient près de 90 % du revenu total des unités familiales, en forment maintenant 85,5 %.

Composition du revenu total des unités familiales selon la source, Québec, 1980 et 2006



Source : Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006*, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Variation du revenu des unités familiales selon la source, Québec, entre 1980 et 2006



Source : Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006*, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

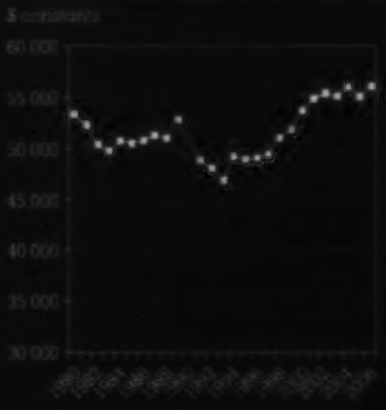
L'évolution sur 26 ans

La période 1980-2006 a été marquée par deux récessions suivies chacune d'une reprise qui se sont répercutées sur l'évolution du revenu total des unités familiales. Le début des années 1980 montre donc une baisse du revenu total, suivie d'une légère hausse jusqu'en 1989. La récession du début des années 1990 a fait chuter le revenu total jusqu'à son point le plus bas de la période en 1993. Par la suite, il s'est redressé pour atteindre un sommet en 2006. Mais, les revenus des diverses sources n'ont pas évolué tous de la même façon.

Les **gains d'emploi** qui composent entre 71 % et 82 % du revenu total selon l'année donnent le ton aux mouvements observés au niveau du revenu total. Toutefois, les baisses ont été plus accentuées et, malgré une hausse presque continue après 1996, les gains d'emploi n'ont pu rattraper le sommet qui a prévalu en 1980 à 43 884 $ et se soldent à 40 575 $ en 2006.

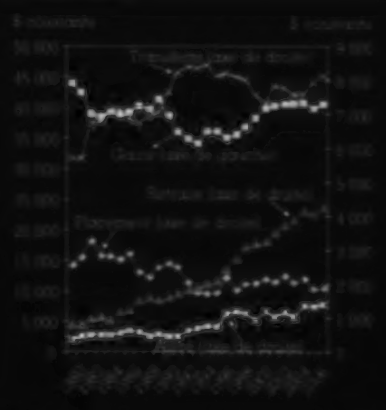
1. On entend par unité familiale les personnes seules et les familles de deux personnes et plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées.

Revenu total des unités familiales, Québec, 1980-2006



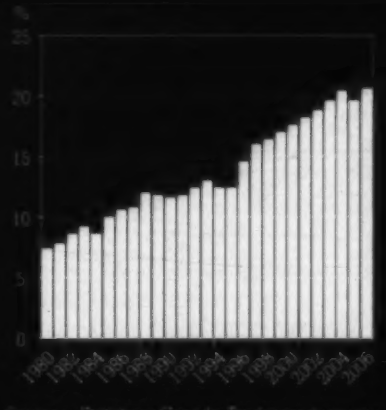
Source : Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Évolution du revenu moyen des unités familiales selon la source, Québec, 1980-2006



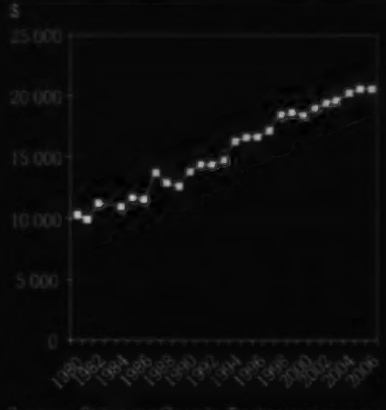
Source : Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Proportion d'unités familiales bénéficiaires d'un revenu de retraite, Québec, 1980-2006



Source : Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu moyen des unités familiales bénéficiaires d'un revenu de retraite, Québec, 1980-2006



Source : Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 1976 à 2006, cédérom.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 1980, **les revenus de placement** représentent la deuxième source de revenus privés en importance après les gains d'emploi. Malgré une hausse au début des années 1980 – pour atteindre un sommet en 1982 à 3 308 $ – la tendance est à la baisse jusqu'en 1994, année où les revenus de placement sont les plus bas (1 690 $). Par la suite, malgré quelques hausses, ces revenus n'atteignent que 1 864 $ en 2006 et ne représentent que 3,3 % du revenu total comparativement à 4,8 % en 1980.

Les **revenus de retraite** de source privée connaissent une hausse continue sur toute la période. En 1980, ils ne s'élèvent qu'à 764 $ en moyenne pour l'ensemble des unités familiales et représentent 1,4 % du revenu total. En 2006, les revenus de retraite atteignent 4 233 $, et comptent pour 7,5 % du revenu total et constituent maintenant la deuxième source de revenus privés après les gains d'emploi. Cette progression s'explique d'une part par l'augmentation de la proportion d'unités familiales bénéficiaires d'un revenu de retraite et, d'autre part, par la hausse du montant moyen perçu par les unités familiales qui en bénéficient.

En effet, entre 1980 et 2006, la proportion d'unités familiales ayant déclaré un revenu de retraite de source privée est passée de 7,4 % à 20,6 %. De plus, le montant reçu par ces unités a doublé durant cette période, soit 10 278 $ comparativement à 20 608 $.

Les **autres revenus** de source privée ne sont pas à négliger, car ils ont augmenté de façon régulière, passant de 358 $ à 1 384 $ entre 1980 et 2006. Leur part dans la composition du revenu total, qui atteignait seulement 0,7 % en 1980, est maintenant de 2,5 % en 2006.

Quant aux **transferts gouvernementaux**, ils suivent la tendance inverse des gains d'emploi, avec une hausse au début des années 1980 et 1990, pour atteindre un sommet de 8 466 $ en 1994, comparativement à 5 693 $ en 1980. Après 1994, la baisse a été presque continue jusqu'en 2004 et, finalement, les augmentations récentes ont ramené ces revenus à 8 143 $.

Cette situation s'explique en partie par la baisse des prestations d'assurance-emploi et d'assistance sociale entre 1994 et 2006 : 31 % et 49 % respectivement (données non représentées). Par ailleurs, les prestations fiscales pour enfants ont fait un bond entre 2004 et 2005, passant de 659 $ à 1 125 $ en dollars constants (+ 70,7 %) et se sont maintenues à 1 165 $ en 2006. Finalement, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et des régimes publics de retraite (RPC et RRQ) ont augmenté de façon continue entre 1980 et 2006, soit 34,2 % et 235,9 % d'augmentation sur 26 ans, pour atteindre 2 142 $ et 2 148 $ respectivement pour l'ensemble des unités familiales.

En somme

Les revenus de retraite provenant des régimes privés de retraite ainsi que les prestations pour les personnes âgées provenant des transferts gouvernementaux n'ont pas subi l'influence des récessions du début des années 1980 et 1990, ce qui s'est traduit par la hausse du revenu total de l'ensemble des unités familiales entre 1980 et 2006, malgré un recul des gains d'emploi. La situation économique actuelle risque toutefois de n'épargner personne, ce que les statistiques futures nous permettront d'évaluer.

Québec et Ontario : des écarts variables dans les domaines sociaux

par Hervé Gauthier

Il est fréquent que l'on compare la situation québécoise avec celle de ses voisins, particulièrement avec l'Ontario. Nous le faisons dans le tableau ci-après pour un certain nombre d'indicateurs dans le champ social. Ces données sont tirées pour la plupart d'un ouvrage qui vient d'être publié par l'Institut de la statistique du Québec, ***Données sociales du Québec, édition 2009***.

Dans le champ démographique, les indicateurs révèlent des comportements qui ne cessent de diverger (proportion de personnes seules, de couples en union libre, de familles recomposées).

Dans les autres champs, les écarts les plus grands et en faveur de l'Ontario se situent au niveau de la consommation moyenne des ménages et dans les cas du patrimoine médian et de la valeur médiane de la résidence familiale. D'autres indicateurs révèlent aussi une situation moins favorable au Québec : la proportion de personnes ayant un grade universitaire, le taux de faible revenu, la proportion de ménages propriétaires de leur logement.

Par contre, dans le cas de la participation au marché du travail des conjoints ayant de jeunes enfants, la situation est plutôt favorable au Québec. Mentionnons aussi d'autres indicateurs favorables au Québec : une proportion moindre de la population ne se percevant pas en bonne santé, une plus faible inégalité des revenus.

Tableau synthèse d'indicateurs sociaux, Québec et Ontario

Préoccupation sociale	Période	Unité	Québec			Ontario		
			En début de période	Année intermédiaire	En fin de période	En début de période	Année intermédiaire	En fin de période
Population, ménages et familles								
Personnes par ménage	1981, 2001 et 2006	n	2,90	2,38	2,32	2,85	2,67	2,63
Ménages composés de personnes seules	1981, 2001 et 2006	%	19,6	29,6	30,7	20,6	23,5	24,3
Couples en union libre parmi les familles avec enfants de moins de 25 ans	1981, 2001 et 2006	%	3,2	23,1	27,9	2,5	6,7	7,2
Familles recomposées parmi les familles de couples avec enfants	1995, 2001 et 2005	%	10,6	12,4	14,1	10,2	10,5	10,2
État de santé								
Proportion de personnes ne se percevant pas en bonne santé	2000-2001, 2003 et 2005	%	11,4	11,2	10,6	12,6	12,3	11,4
Buveurs actuels parmi les 15 ans et plus	2000-2001, 2003 et 2005	%	83,2	84,9	84,2	78,0	79,3	78,9
Éducation								
Grade universitaire parmi les 15 ans et plus								
Hommes	1990, 2001 et 2006	%	10,8	15,8	17,7	14,5	19,3	21,9
Femmes	1990, 2001 et 2006	%	7,7	14,4	17,2	11,0	16,9	20,6
Participation au marché du travail								
Couples avec enfants de moins de 6 ans : proportion ayant 2 revenus d'emploi	1981, 2001 et 2007	%	37,8	64,0	71,4	46,9	63,3	66,5
Couples ayant 2 revenus d'emploi et avec enfants de moins de 6 ans :								
proportion dont les 2 conjoints ont un emploi à temps complet	1981, 2001 et 2007	%	66,9	74,3	78,1	62,7	70,2	75,2
Revenu, patrimoine et dépenses de consommation								
Revenu disponible moyen des unités familiales	1981, 2001 et 2006	$ 2006	43 915	44 445	46 200	52 641	58 419	59 400
Taux de faibles revenus après impôt des personnes	1996, 2001 et 2006	%	14,2	13,0	12,0	10,3	9,6	10,5
Coefficient de Gini du revenu disponible ajusté	1996, 2001 et 2006		0,30	0,30	0,30	0,31	0,32	0,33
Patrimoine médian des unités familiales	1999 et 2005	$ 2005		91 294	110 100		154 912	197 400
Valeur médiane de la résidence familiale pour les unités propriétaires	1984, 1999 et 2005	$ 2005	83 434	108 615	140 000	125 976	185 108	230 000
Consommation moyenne des ménages	1997, 2001 et 2005	$ 2005	35 597	37 447	39 072	45 397	48 275	52 148
Logement								
Propriétaires occupants	1981, 2001 et 2006	%	53,3	58,0	60,2	63,3	67,9	71,1
Ménages locataires consacrant 30 % et plus de leur revenu au logement	2001 et 2005	%		33,9	34,5		37,5	33,2
Ménages branchés à Internet	2002 et 2005	%		46,0	55,3		57,9	69,1

1. Des considérations méthodologiques peuvent influencer les comparaisons entre les données.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Données sociales du Québec, édition 2009*. Les cultres non mentionnés dans la publication ont été ajoutés.

Le point sur la migration interrégionale au Québec, 2007-2008

par Jean-François Lachance

En 2007-2008 au Québec, près de 900 000 personnes ont changé de résidence. De ce nombre, 207 436 ont déménagé dans une région administrative différente – un chiffre inférieur à celui de l'année précédente, qui s'établissait à 213 171. Ainsi, sur une période de douze mois, 2,7 % de la population totale du Québec a changé de région de résidence.

L'expansion urbaine se poursuit : ce que Montréal perd...

La région administrative de Montréal demeure la plaque tournante de la migration interne, alors que près de la moitié (49 %) des changements de région se font vers ou à partir de la métropole. Cependant, le nombre de sorties de Montréal dépasse le nombre d'entrées par plus de 20 000, et ce, pour une sixième année consécutive. Le solde migratoire interne net de Montréal pour 2007-2008, qui est de – 21 500, montre tout de même une certaine amélioration par rapport à 2006-2007 (– 23 800). Au total, la migration interne a fait perdre à Montréal 1,2 % de sa population en 2007-2008.

...profite aux régions adjacentes

Plus des trois quarts (76 %) des personnes qui entrent à Montréal proviennent des quatre régions adjacentes, alors que 84 % de celles qui quittent Montréal se dirigent vers ces mêmes régions. On ne s'étonnera donc pas de voir que le solde des régions adjacentes (+ 18 400) fasse collectivement contrepoids à celui de Montréal. La Montérégie (+ 6 200) redevient en 2007-2008 la région qui fait le plus de gains absolus grâce à la migration interne. Elle profite du fléchissement des soldes de Lanaudière (– 5 500) et des Laurentides (– 4 300) depuis l'an dernier, alors que Laval (– 2 600) est la seule région de la zone adjacente à connaître une augmentation à ce chapitre. Par contre, en termes de taux, Lanaudière (+ 1,2 %) mène pour la cinquième année consécutive devant les Laurentides (+ 0,8 %), Laval (+ 0,7 %) et la Montérégie (+ 0,4 %).

Dans la zone intermédiaire, les régions de la Capitale-Nationale (– 2 800), de l'Outaouais (+ 1 400) et du Centre-du-Québec (+ 1 000) font également des gains substantiels qui se traduisent en termes de taux par une augmentation de + 0,4 % pour ces trois régions. La Mauricie (– 200), Chaudière-Appalaches (+ 90) et l'Estrie (+ 80) font quant à elles des gains minimes en 2007-2008 par rapport à ceux enregistrés au cours de l'année précédente.

Moins de pertes dans les régions éloignées

Si le bilan migratoire des régions éloignées demeure du côté négatif, les pertes nettes enregistrées en 2007-2008 sont généralement plus modestes que celles des années précédentes. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 400) voit même son solde s'améliorer pour la septième année consécutive, alors que la situation semble se stabiliser pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 200), le Bas-Saint-Laurent (– 300) et le Nord-du-Québec (– 200). Pour leur part, la Côte-Nord (– 900) et l'Abitibi-Témiscamingue (– 400) retrouvent à un niveau analogue à celui d'il y a deux ans. Ces pertes rapportées sur l'ensemble de la population sont de – 1,0 % pour la Côte-Nord, – 0,7 % pour le Nord-du-Québec et de – 0,3 % en Abitibi-Témiscamingue, tandis que les trois autres régions de cette zone ne s'écartent plus que très peu de zéro.

Solde migratoire interrégional par région administrative, Québec, de 2002-2003 à 2007-2008

Région administrative	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
	n					
Montréal	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 730	– 23 827	– 21 465
Zone adjacente	**21 439**	**24 205**	**22 935**	**21 858**	**21 910**	**18 423**
Laval	2 414	2 342	2 197	2 680	2 046	2 604
Lanaudière	4 507	6 586	6 940	6 830	7 045	5 456
Laurentides	7 151	7 266	6 191	5 430	6 303	4 209
Montérégie	7 367	8 011	7 607	6 918	6 516	6 153
Zone intermédiaire	**6 098**	**4 070**	**4 143**	**4 694**	**4 506**	**5 531**
Capitale-Nationale	2 750	1 751	1 194	2 650	2 067	2 793
Chaudière-Appalaches	101	56	869	375	537	90
Outaouais	1 437	583	564	732	514	1 370
Estrie	1 109	658	462	11	236	79
Mauricie	292	649	587	393	788	206
Centre-du-Québec	409	373	467	555	364	993
Zone éloignée	**– 7 132**	**– 4 176**	**– 4 278**	**– 3 822**	**– 2 587**	**– 2 488**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	510	94	150	213	202	196
Bas-Saint-Laurent	– 686	28	– 255	– 507	341	298
Côte-Nord	1 201	– 802	– 827	– 910	– 686	– 907
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 922	2 016	1 969	1 375	943	403
Abitibi-Témiscamingue	1 520	– 963	– 581	– 374	– 163	– 390
Nord-du-Québec	293	329	436	443	252	294

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Méthodologie

Les statistiques de migration interne au Québec sont tirées du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Cette source, dont l'exhaustivité est quasi complète, est privilégiée parce que l'admissibilité des bénéficiaires et leur adresse de résidence y sont continuellement mises à jour. L'ISQ reçoit annuellement de la RAMQ un fichier de données expurgé de toute référence nominative, à partir duquel il est possible de comparer le code postal de résidence à celui de l'année précédente.

Portrait par grand groupe d'âge

En 2007-2008, la région administrative de Montréal continue de subir d'importantes pertes pour quasiment tous les groupes d'âge, particulièrement chez les 0-14 ans et les 25-44 ans. Il n'y a que chez les 15-24 ans qu'on compte plus d'entrées que de sorties. Les régions adjacentes sont à l'inverse déficitaires chez les 15 à 24 ans, mais très attrayantes pour les familles et les jeunes enfants. Toutefois, la région de Laval s'écarte légèrement du portrait général : elle fait de légers gains chez les 15-24 ans et subit des pertes chez les 45-64 ans.

Solde migratoire et taux net de migration interrégionale par grand groupe d'âge et par région administrative, Québec, 2007-2008

Région administrative	Total	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus	Total	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus
	n											
Montréal	-21 465	-6 659	3 180	-12 257	-4 462	-1 467	-1,2	-2,3	1	-2,1	-0,9	-0,5
Zone adjacente	**18 423**	**5 630**	**-1 722**	**10 948**	**2 537**	**1 340**	**0,7**	**1,1**	**-0,5**	**1,4**	**0,3**	**0,4**
Laval	2 604	1 067	185	1 185	260	467	0,7	1,6	0,4	1,1	0,2	0,8
Lanaudière	3 426	1 369	423	1 908	1 111	283	1,2	2,0	0,7	2,4	0,9	0,5
Laurentides	4 309	988	412	1 881	1 028	224	0,8	0,7	0,6	1,6	0,8	0,3
Montérégie	8 083	2 206	-1 092	6 426	-858	366	0,4	0,9	-0,6	1,1	-0,1	0,2
Zone intermédiaire	**5 531**	**1 020**	**-963**	**1 743**	**1 980**	**226**	**0,3**	**0,3**	**-0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,1**
Capitale-Nationale	1 793	509	1 641	124	342	227	0,4	0,5	2,3	0,1	0,2	0,2
Chaudière-Appalaches	90	158	-617	894	335	79	0,0	0,2	-1,2	0,4	0,2	0,1
Outaouais	1 370	314	-30	643	149	78	0,4	0,5	-0,0	0,8	0,1	0,2
Estrie	78	41	-31	323	451	3	0,0	0,1	-0,0	0,4	0,3	0,0
Mauricie	206	38	-104	136	136	1	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,3	0,0
Centre-du-Québec	993	260	-220	428	426	45	0,4	0,8	-0,6	0,7	0,6	0,2
Zone éloignée	**-2 488**	**9**	**-2 311**	**67**	**-54**	**-199**	**-0,3**	**0,0**	**-2,2**	**0,0**	**0,0**	**-0,2**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-196	58	-410	97	-185	-54	-0,2	0,3	-3,6	0,2	-0,5	-0,1
Bas-Saint-Laurent	-288	38	-302	-36	-287	23	-0,2	-0,1	-2,1	0,1	-0,3	0,1
Côte-Nord	-307	40	-366	111	-237	93	-1,0	0,5	-5,1	0,4	-0,9	0,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	-403	138	-679	177	16	45	-0,1	0,4	-1,9	0,3	0,0	-0,1
Abitibi-Témiscamingue	-390	-34	-364	-4	-51	37	-0,3	-0,1	-1,4	0,0	-0,1	-0,2
Nord-du-Québec	-294	-54	-89	6	-122	-23	-0,7	-0,5	-1,4	0,1	-1,5	-1,0

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Collectivement, les régions intermédiaires font de légers gains pour tous les groupes d'âge, mais les portraits de chaque région sont plus différenciés. La Capitale-Nationale fait la majorité de ses gains migratoires chez les 15 à 24 ans, car elle demeure la destination principale des sortants de cet âge en provenance de Chaudière-Appalaches, mais aussi du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. L'Outaouais effectue des gains significatifs chez les 0-14 ans et les 25-44 ans; l'Estrie et la Mauricie font de même chez les personnes de 45 à 64 ans. Soulignons enfin que le solde migratoire du Centre-du-Québec s'est apprécié pour tous les groupes d'âge, excepté pour les 45-64 ans où il était déjà largement du côté positif.

Bien que ce phénomène soit moins prononcé qu'il y a quelques années, le départ des jeunes continue d'être une source de préoccupation pour les régions éloignées. Les pertes migratoires subies par ces régions dans le groupe d'âge des 15 à 24 ans demeurent substantielles. Par contre, plusieurs de ces régions ont peu à peu réussi à améliorer leur potentiel d'attraction vis-à-vis des autres groupes d'âge. En 2007-2008, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine accueillent plus de personnes qu'elles n'en perdent chez les 0-14 ans et les 25-44 ans. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine exerce de plus un certain attrait chez les 45 à 64 ans, tout comme le Bas-Saint-Laurent. Seuls le Nord-du-Québec et la Côte-Nord affichent des déficits migratoires pour tous les groupes d'âge.

Pour résumer

La dichotomie entre Montréal et les régions qui l'entourent se poursuit : les jeunes adultes se concentrent à Montréal, tandis que la banlieue demeure le lieu de prédilection des jeunes familles. Démographiquement, cette situation est défavorable à Montréal qui a subi en cinq ans des pertes nettes interrégionales de 115 000 personnes. Inversement, les régions adjacentes ont fait des gains à peu près équivalents (109 000) au cours de la même période.

La migration interrégionale a moins d'impact sur la population des régions intermédiaires, mais on peut noter que les bilans migratoires du Centre-du-Québec, de l'Outaouais et de la Capitale-Nationale se sont nettement appréciés en 2007-2008.

N'eût été du départ des jeunes, le solde migratoire des régions éloignées serait pratiquement neutre. Malgré une amélioration marquée, ces régions ont vu leur population âgée de 15 à 24 ans décliner de un à quatre pour cent en 2007-2008 par le seul fait de la migration interne.

De nombreuses autres données relatives à la migration interne, dont plusieurs à l'échelle des municipalités régionales de comté, sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Ce bulletin est réalisé par le Service des statistiques sociales et démographiques.

Pour plus de renseignements :
Sylvie Jean, chargée de projet
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2406 (poste 3155)
Courriel : enbref@stat.gouv.qc.ca
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2009
ISSN 1491-6789 (version imprimée)
ISSN 1715-6378 (en ligne)
© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 1996

Institut de la statistique Québec